

Loi Blanquer : l'ICEM (Institut coopératif pour l'Ecole Moderne / pédagogie Freinet) invite à la résistance collective et aux sabotages des nouvelles directives
Paru dans Scolaire le mardi 27 août 2019.

"Nous appelons à la résistance collective, aux sabotages pour refuser ces nouvelles directives : non aux réformes Blanquer et à l'accroissement des inégalités sociales ; non au fichage des enfants, non à la répression des élèves et des enseignants qui résistent ; oui à l'école publique gratuite qui est un conquies social des enfants, de la maternelle à l'Université". Telle est l'essence d'une motion approuvée le 21 août 2019 par l'assemblée générale de l'ICEM-pédagogie Freinet. Cette motion a été rédigée et validée par le comité d'animation mais également, sans être soumis au vote, par l'ensemble des congressistes réunis du 20 au 23 août 2019 à Sainte-Gemmes-sur-Loire (à côté d'Angers), pour le Congrès de l'ICEM organisé autour de la thématique "Pour une méthode naturelle à l'école publique", soit environ 700 personnes. Marguerite Gomez, l'une des sept membres du comité d'animation de l'ICEM est revenue pour ToutEducat sur les enjeux, motivations et revendications portées par cette motion.

ToutEducat : Qu'est-ce qui a motivé la rédaction de cette motion ?

Marguerite Gomez : À l'occasion de notre assemblée générale institutionnelle qui s'est tenue en mai dernier, nous avons exprimé le besoin d'échanger pour parler de notre positionnement politique. D'où l'organisation d'une soirée d'échanges à l'occasion de notre Congrès, qui a réuni quelque 400 personnes. Le lendemain, une vingtaine de militants ont rédigé cette motion validée par le CA et les différents groupes de congressistes répartis en ateliers. Le positionnement politique est une préoccupation constante depuis l'émergence de la pédagogie Freinet et lorsque nous adhérons au mouvement, nous adhérons également à sa charte de l'école moderne dont l'un des articles stipule que l'on ne peut pas être en dehors des mouvements sociaux et politiques de notre société ("L'éducation est un élément mais n'est qu'un élément d'une révolution sociale indispensable. Le contexte social et politique, les conditions de travail et de vie des parents comme des enfants influencent d'une façon décisive la formation des jeunes générations", ndlr). Six ans auparavant, à Talmont-Saint-Hilaire (Vendée), nous avons également réaffirmé notre positionnement politique, ainsi que dans le cadre d'une motion rédigée en mai 2018, dans laquelle nous réaffirmons notamment la nécessité de garantir notre liberté pédagogique et nous nous opposons au fichage instauré avec le livret scolaire numérique unique. Nous nous sommes aussi associés à divers mouvements, dont le SNUIPP et la FSU, pour soutenir un autre concept de la lecture et de l'écriture que celui que défend M. Blanquer ! Et nous sommes en train de rédiger un manifeste pour une école populaire, en travaillant avec les différents groupes répartis en France.

ToutEducat : Vous parlez de "résistance collective", de "sabotages". À quelles formes d'actions renvoient ces termes ?

Marguerite Gomez : L'appel à la résistance n'est pas nouveau même si le terme de sabotage est certes un peu fort. Chacun peut faire ce qu'il veut ou ce qu'il peut, sachant évidemment que cela peut être plus difficile pour quelqu'un qui n'est pas dans un groupe Freinet ou isolé dans une équipe éducative qui n'est pas mobilisée. Ce que nous voulons, c'est enrayer cette machine à broyer les enfants et les enseignants, plutôt par des actes de désobéissance civile. Soit une résistance active, comme ne pas remonter les résultats d'évaluations, comme cela s'est fait aussi pour les notes au bac, soit par une résistance passive, des actes de contournement, de boycottage, comme ne pas tout remplir par exemple sur les évaluations à remonter.

ToutEducat : Vous écrivez "l'ICEM soutient tous les enseignants qui refuseront de faire passer les évaluations, d'en remonter les résultats et de participer à la mise en concurrence des écoles et des enseignants entre eux". Comment allez-vous les soutenir ?

Marguerite Gomez : Nous invitons les enseignants à organiser tout cela en lien avec les syndicats et les intersyndicales qui, eux, ont les moyens de défendre les personnels. Des actions qui se sont déjà déroulées avec l'appui également de parents, peuvent servir de modèle. Comme celles qui se sont déroulées en mars pour dénoncer le projet de loi pour une École de la confiance, les méthodes d'apprentissage, les évaluations, les injonctions..., dont nous avons eu des témoignages lors du Congrès, par exemple dans le 49, le 31, le 75. Dans ce dernier département, il y a eu par endroits de très fortes mobilisations avec les parents qui ont refusé d'envoyer leurs enfants à l'école lors d'évaluations. Dans certains établissements, cela a pu concerner jusqu'à 55 % des enfants. Et nous nous sommes rendu compte que lorsqu'il y a de la mobilisation, on trouve beaucoup d'inventivité.

ToutEduC : Vous évoquez aussi des "convergences" avec les gilets jaunes et les personnels en lutte "dans tous les services publics contre les réformes qui le détruisent", quelles sont-elles ?

Marguerite Gomez : Il nous semble que la situation est grave : le fichage, les évaluations, un resserrement surtout de l'espace donné à l'enseignant-concepteur, la privatisation progressive, comme c'est le cas avec les EPLEI (établissements publics locaux d'enseignement international) qui pourront obtenir des subventions du privé et seront réservés, de fait, à des populations favorisées. Mais on se dit que nous ne sommes pas seuls et que notre opposition à ces dérives se rapproche de positions prises par d'autres mouvements, les personnels en lutte dans les hôpitaux, par exemple, ou encore les gilets jaunes. Nous avons d'ailleurs constaté que dans notre assemblée de congressistes, de nombreuses personnes se sont rassemblées avec eux car elles estiment que c'est un mouvement de protestation qu'il faut entendre !

Propos recueillis par Camille Pons